

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

La crise de nerfs des agents de Sogatra

PAR la voix de leurs syndicats réunis en assemblée générale, ils ont interpellé les pouvoirs publics en revendiquant le paiement de 10 mois d'arriérés de salaire qui leur sont dus et 8 mois de prime Covid. Faute de quoi, ils menacent de reprendre la grève dans un délai de 72 heures.

Abel EYEGHE EKORE
Libreville/Gabon

HIER, 8 juillet, les six syndicats de la Société gabonaise de transport (Sogatra) ont organisé un point-presse en milieu de matinée à Libreville. Il s'agit des syndicats Synatec, Sycotec, Setrasog, Synatrag, Sihatrat, Syprotrat. Leurs responsables, mandatés par la base, ont interpellé le gouvernement quant à la situation actuelle qu'ils vivent au sein de ladite entreprise. Ces derniers dénoncent le non-paiement de 10 mois d'arriérés de salaires et de 8 mois de non-paiement de prime Covid-19.

Éric Ndinga Tchibinda, le porte-parole des syndicats, a rappelé que le 21 mai 2021, des négociations avaient été ouvertes avec la direction générale, suite au mouvement de grève suspendu le 25 février 2021. Où un certain nombre de promesses avait



Les représentants des syndicats de la Sogatra, lors du point-presse d'hier à leur base.

été faites par la hiérarchie, suite aux revendications des agents. "Mais malheureusement, nous constatons avec désolation que la direction générale n'a pas respecté ses engagements par rapport à nos arriérés de salaire et de prime Covid-19".

Le porte-parole dit ne rien comprendre dans la gestion de la Sogatra. "Pourquoi au Trésor public gabonais, lorsqu'il s'agit de payer les salaires des agents

de la Sogatra, il y a toujours un problème de liquidité dans les caisses? Nous en avons marre de cette situation et nous pensons que cela est fait à dessein pour nous pousser à bout. Ils soupçonnent le Trésor public de ne pas mettre en application les instructions du gouvernement et du président de la République, dévoués à préserver l'emploi des citoyens gabonais dans ce secteur d'activité. Nous constatons

pour le déplorer que le Trésor public brille par la lenteur dans le traitement et le paiement des salaires des agents de la Sogatra", a-t-il dénoncé. Ce qui ne semble guère être fondé, estime un responsable de cette administration qui pense ne pas avoir un quelconque intérêt à traîner les pieds alors que des compatriotes sont une détresse évidente.

Toutefois, les agents pensent, malgré tout, qu'il y a comme

cette situation de deux poids deux mesures constatée avec les deux autres sociétés de transports affectées pour transporter gratuitement la population gabonaise durant cette période de Covid 19. "Nous vous rappelons qu'à l'instar de Trans'urb et Trans'Akanda, le gouvernement nous a sollicités pour transporter gratuitement la population gabonaise. Mais pourquoi ces derniers sont régulièrement payés, mais pas nous. Pourquoi ce deux poids deux mesures?"

Face à toutes ces préoccupations et ces difficultés récurrentes, les agents de la Sogatra, lassent d'être confrontés depuis plusieurs années à des problèmes de salaires, souhaitent que le problème soit résolu une fois pour toutes. "Nous sommes tous des responsables de famille. On ne peut pas jouer avec les salaires des gens comme ça. Ceux qui le font pensent que nous vivons comment? Il faut rappeler que le Gabon est membre de l'Organisation internationale du travail (OIT), et comme nous le savons tous, le salaire à un caractère vital et social. Nous les agents de Sogatra totalisons à ce jour 10 mois d'arriérés de salaire, ce n'est pas normal. Si le gouvernement qui est garant des lois commence à bafouer lui-même ses lois que va faire la population que nous sommes?", s'interroge-t-il.

Les syndicalistes disent donc avoir notifié le 5 juillet dernier à la direction générale de l'entreprise la suspension des négociations et la reprise de la grève dans les 72 heures "si au moins 3 mois de salaire sur les 10 mois impayés ne sont pas effectués." Il faut espérer que cette fois, les pouvoirs publics entendront le cri de détresse de ces compatriotes qui, manifestement, tirent le diable par la queue, alors qu'ils pointent chaque jour pour le compte d'une société qui, il y a lieu de le reconnaître, soulage un tant soit peu beaucoup de Librevillois. Et au-delà.

Contrepoint

Eternel arrêt-démarrage-arrêt

Issa IBRAHIM
Libreville/Gabon

ET revoilà la colère des agents de la Société gabonaise de transport (Sogatra). Hier, les six syndicats de cette société de transport public ont de nouveau fait entendre leur voix lors d'un point-presse. Ils crient famine en revendiquant le paiement de 10 mois d'arriérés de salaires, ajouté à 8 mois de prime Covid non perçue. Ce à quoi le directeur général, de l'entité en crise, Laurent Skitt Aukengué, a donné une assurance malgré un contexte difficile marqué par la crise sanitaire actuelle. Celle d'avoir saisi la tutelle et les services compétents du Budget. Et que dès la semaine prochaine leur situation pourrait



Photo: Prissilla Moussavou Maity/L'Union

évoluer dans le bon sens. Pour autant, le malaise de la Sogatra reste profond. Les problèmes accumulés au fil des ans et des directions successives de l'entreprises sont autant endogènes qu'exogènes. Comment comprendre que dans une ville comme Libreville où le problème

de déplacement des populations se pose avec autant d'acuité qu'une société de transport public ne puisse pas marcher? Voire générer des bénéfices? À son arrivée à la tête de l'entreprise, l'actuel DG a trouvé 7 mois d'arriérés de salaires. C'est dire combien la Sogatra porte en elle

les germes de sa destruction. Un parc automobile des plus vieillissants, une maintenance qui ne suit point – pas faute de techniciens –, une masse salariale énorme proportionnellement au parc automobile, etc. Qui parle encore aujourd'hui des taxis-compteurs venus donner un souffle nouveau à l'entreprise?

Au regard des maux ainsi accumulés, des années durant, payer les arriérés de salaire contribuerait certes à désamorcer un tant soit peu la crise, mais la société ne sortirait pas du gouffre actuel tant que les problèmes d'ordre structurel, matériel et managérial qui plombent son fonctionnement normal ne sont pas pris très au sérieux. Là, semble résider la racine du mal.